

Reprise des négociations à l'OMC

Les négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur le cycle de Doha ont repris le 14 septembre à Genève. Les délégations des pays membres et notamment les représentants européens, des Etats-Unis, du Brésil, de l'Inde, de la Chine et du Japon se sont réunis à huis clos suite à la rencontre de New Delhi début septembre. Les Etats-Unis ont expliqué qu'ils souhaitent multiplier les discussions bilatérales afin d'établir des listes de produits pouvant faire l'objet de réductions des droits de douane. Les participants ont adopté un « *plan d'action* » pour les prochains mois. Pour faire progresser les négociations au niveau politique, les négociateurs en chef des principaux pays et groupes se réuniront à Genève une semaine par mois. Dans le même temps, les groupes de travail techniques sur les produits industriels et sur l'agriculture tiendront chacun trois sessions jusqu'en décembre. Fin novembre, la conférence ministérielle des 153 pays membres de l'OMC fera le point des progrès accomplis.

Pour Pascal Lamy, « *le processus de négociation à Genève est jusqu'ici trop lent et il faudra voir où nous en sommes à la fin de l'année* ». Son objectif est de conclure le cycle de Doha en 2010. « *C'est possible, mais il faut accélérer* » souligne-t-il. La vacance de postes clés aux Etats-Unis ne semble pas jouer dans ce sens. En effet, le nouvel ambassadeur américain auprès de l'OMC, Michael Punke, n'a toujours pas été confirmé par le Congrès et le représentant américain pour l'agriculture n'a pas encore été nommé.

La Banque mondiale publie son rapport annuel sur le développement

La Banque mondiale a publié le 15 septembre son Rapport annuel sur le développement dans le monde qui s'intitule cette année [Développement et changement climatique](#). Pour le Président de la Banque mondiale, Robert B. Zoellick, « *les pays du monde entier doivent agir maintenant, agir ensemble et agir différemment face au changement climatique* ».

Selon le rapport, les pays en développement peuvent « *se replacer sur des trajectoires plus sobres en carbone* » en continuant de promouvoir leur développement et de réduire la pauvreté s'ils « *reçoivent une aide financière et technique des pays à revenu élevé* ». « *Les pays en développement sont touchés de manière disproportionnée par le changement climatique, (...), une crise dont ils ne sont nullement responsables et qu'ils sont les moins en mesure d'affronter. Il est donc absolument crucial de parvenir à un accord équitable à Copenhague¹* » a ajouté Robert B. Zoellick.

Rosina Bierbaum, codirectrice du rapport, estime que « *trouver une riposte aux chocs climatiques qui compromettent déjà le développement ne sera pas une tâche aisée* ». Au niveau agricole, le rapport explique que le changement climatique devrait encore accroître la difficulté d'avoir une « *production de denrées alimentaires en quantités suffisantes pour nourrir une population mondiale en expansion* ». Si les pratiques agricoles et les variétés culturales actuelles continuent d'être employées, le changement climatique se traduira, en 2050, par une « *baisse des rendements agricoles dans la plupart des pays* ». Toutefois, « *de nouvelles technologies énergétiques prometteuses pourraient considérablement réduire les émissions de gaz à effet de serre à l'avenir et prévenir un changement climatique catastrophique. Nous devons également gérer nos exploitations agricoles, nos forêts et nos ressources en eau de manière à assurer un avenir viable* » a renchéri Rosina Bierbaum.

Le FMI valide la vente d'une partie de son stock d'or

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a définitivement approuvé, le 18 septembre, la vente de plus de 403 tonnes d'or, soit un huitième des réserves actuelles de l'institution. « *Je suis ravi que le conseil d'administration ait donné un accord écrasant pour permettre une vente strictement encadrée d'or du Fonds pour donner une base saine à long terme au financement du FMI, et nous permettre d'accélérer les indispensables prêts concessionnels aux pays les plus pauvres* » a déclaré le directeur général du Fonds, Dominique Strauss-Kahn. Cette vente pourrait rapporter autour de 13 milliards de dollars.

En juillet, le FMI avait annoncé qu'il porterait ses prêts aux pays pauvres à 17 milliards de dollars d'ici à 2014, dont 8 milliards dans les deux années à venir (contre un milliard de dollars par an en moyenne entre 2006 et 2008) et trois milliards de dollars au premier semestre 2009. Jusqu'à présent, les pays à faible revenu ont mieux résisté que prévu à la crise financière mondiale, a indiqué le Directeur général, mais ils « *demeurent hautement vulnérables. Il ne faut donc pas baisser la garde.* » Il a ajouté que le développement des pays pauvres nécessitait des financements à plus long terme, dont l'horizon dépasse largement la mission et les moyens du FMI.

¹ Au mois de décembre de cette année se tiendra à Copenhague le Sommet des Nations unies sur le climat.